Trajectoire de la politique agricole au Brésil : une analyse à partir du crédit rural

Valdemar João Wesz Junior
Catia Grisa
Paulo André Niederle
Eric Sabourin

Version épreuve Chapitre 25: dans: Pidoux, M ; Pouch, T. ; Raffray, M. (eds). **Politiques Agricoles : théorie, histoire, expériences, réformes**. Paris, Classiques Garnier, 2025 https://classiques-garnier.com/politiques-agricoles-theories-histoires-reformes-experiences.html

Introduction

Bien que le Ministère de l'Agriculture ait été créé en 1860, c'est-à-dire à l'époque de l'Empire brésilien sous Dom Pedro II, il est communément admis dans la littérature que la politique agricole brésilienne est apparue dans les années 1930 et a été consolidée dans les années 1960, lorsque la stratégie de « modernisation conservatrice »[1] de l'agriculture nationale a été mise en œuvre (Coelho, 2001; Massuquetti, 1998; Gonçalves Neto, 1997; Delgado, 1985). Créé en 1965 pour soutenir cette stratégie, le Système National de Crédit Rural (SNCR) est devenu l'instrument le plus important de la politique agricole, à la fois en termes de ressources mobilisées et de public desservi (Ramos et Junior, 2010). Les autres instruments (garantie des prix, assurances agricoles, vulgarisation et recherche agronomique) ont été organisés autour de ce système.

Le crédit rural a contribué de manière décisive à l'avancée de la frontière agricole, à la transformation des paysages ruraux, à l'expansion des surfaces cultivées en céréales et à la modernisation technologique associée à l'utilisation intensive d'intrants. Il a donc soutenu l'augmentation du Produit Intérieur Brut (PIB) de l'agriculture et de la balance commerciale de l'agrobusiness qui a atteint un niveau record en 2023 avec un solde de 99 milliards de dollars (Borges et Parré, 2022 ; Gasques, Bacchi et Bastos, 2017). Pour promouvoir ces changements, les programmes de crédit rural ont dû s'adapter aux reconfigurations des contextes politiques et macroéconomiques et répondre aux pressions exercées pour intégrer de nouveaux systèmes de production, de nouvelles technologies et de nouveaux groupes sociaux, en particulier ceux de l'agriculture familiale à partir des années 1990.

Ce chapitre analyse la trajectoire du crédit rural brésilien, en soulignant ses principales transformations face aux problèmes économiques, sociaux et environnementaux qui ont marqué la période. A partir des données de la Banque Centrale

[1] Conservatrice parce qu'elle correspond à des changements "venant d'en haut" (Moore Junior, 1975) des élites agraires qui ont conçu une stratégie pour stimuler la croissance de la production agricole par une révolution technologique, sans changer la structure agraire très inégale et concentrée (Guimarães, 1977).

du Brésil et du recensement agricole, notre analyse pose un double constat : (i) les instruments de crédit ont été adaptés pour répondre principalement aux crises économiques, aux changements de paradigmes politiques (Surel, 1995) et, dans une moindre mesure, aux critiques des mouvements sociaux ruraux quant aux difficultés d'accès aux ressources publiques ; (ii) mais ces adaptations n'ont pas remis en cause un modèle de crédit dont le "référentiel" (au sens de Jobert et Muller, 1987) reste celui proposé il y a plus d'un demi-siècle pour les politiques de la "modernisation conservatrice" de l'agriculture. Selon cette perspective, nous évoquerons également les difficultés que le pays a rencontrées, à cause de ces politiques, pour développer des systèmes agroalimentaires en phase avec les demandes sociales de durabilité et d'équité.

Outre cette introduction, le chapitre est organisé en cinq sections. Les quatre premières reprennent la trajectoire du crédit rural autour de quatre étapes : i) l'émergence du SNCR et sa consolidation dans les années 1970 ; ii) les changements suite à la crise des années 1980 et l'ajustement structurel ; iii) les innovations en réponse aux préoccupations sociales et environnementales et la reprise du rôle de l'Etat dans les années 2000 ; iv) les changements liés à la crise institutionnelle du Brésil depuis 2016.

Une section spécifique est consacrée au Programme National de Renforcement de l'Agriculture Familiale (Pronaf). Nous y analysons les limites des adaptations proposées pour les agriculteurs familiaux en comparant les résultats du crédit du Pronaf à ceux du système de crédit hors Pronaf qui est essentiellement dédié à l'agrobusiness.

La conclusion revient sur les principaux résultats de l'étude et propose des perspectives d'analyse pour la période qui s'ouvre depuis 2023 avec les changements institutionnels liés au troisième mandat du président Lula da Silva (2023-2026).

1. Émergence et consolidation du crédit rural (1930-1970)

Au début du 20ème siècle, les idées libérales prévalaient au Brésil, reprochant à l'intervention de l'Etat de désorganiser le fonctionnement des marchés (Linhares, 1979). Ainsi, selon Coelho (2001), ajoutées à la "fragilité du système financier national et à l'extrême dépendance de l'économie vis-à-vis des mécanismes de financement externes (centrés sur le café et les mines), ces idées ont bloqué la création d'une politique proactive de crédit agricole et, plus largement, "l'institutionnalisation d'un système plus large de soutien à l'agriculture" (Coelho, 2001, p. 4). Cependant, la crise mondiale de 1929 a donné lieu non seulement à de nouvelles coalitions politiques, qui ont conduit à la révolution de 1930 et ont amorcé les quinze années de gouvernement de Getúlio Vargas, mais aussi à de nouveaux référentiels développementalistes qui ont légitimé l'intervention de l'État dans la promotion d'une stratégie d'industrialisation par la substitution des importations (Brum, 2011).

Ce changement de référentiel a entrainé de nouvelles fonctions pour la production agricole, dont les objectifs ont alors été de répondre à la demande intérieure d'aliments, garantir l'approvisionnement en matières premières et engendrer des devises pour financer l'industrie naissante. Ainsi, en 1931, le président Getúlio Vargas a pris "l'engagement d'augmenter nos surfaces cultivées et de perfectionner nos industries, de

telle sorte qu'il serait considéré comme un manque de patriotisme de nous nourrir ou de nous vêtir avec des tissus ou des biens importés" (Brum, 2011, p. 188). En 1934, Vargas a décrété la création de la Banque nationale de crédit rural (décret 24.641/1934) qui, bien qu'elle n'ait jamais été opérationnelle en raison de désaccords sur sa capacité institutionnelle, a contribué aux discussions qui, en 1937, ont donné lieu à la création du Portefeuille de crédit agricole et industriel de la Banque du Brésil (CREAI), qui est resté le principal instrument de politique publique pour le secteur jusqu'à la fin des années 1960 (Redivo et Fonseca, 2022).

Avec d'autres instruments créés par Vargas, comme la Commission de financement de la production (CFP), la Politique de garantie des prix minimums (PGPM) et un large éventail d'organes de réglementation pour les secteurs du café, de l'alcool de canne, du cacao et du blé (Gonçalves Neto, 1997), le CREAI a joué un rôle important dans le financement annuel des activités agricoles et d'élevage. Cependant, il n'a pas été en mesure d'influencer la modernisation des structures de production à tel point qu'en 1951, un rapport de la Banque du Brésil cité par Redivo et Fonseca (2022) soulignait le fait que "le pays pratique encore largement l'agriculture en utilisant des techniques rudimentaires et ne dispose pas d'installations de transport et de stockage adéquates."

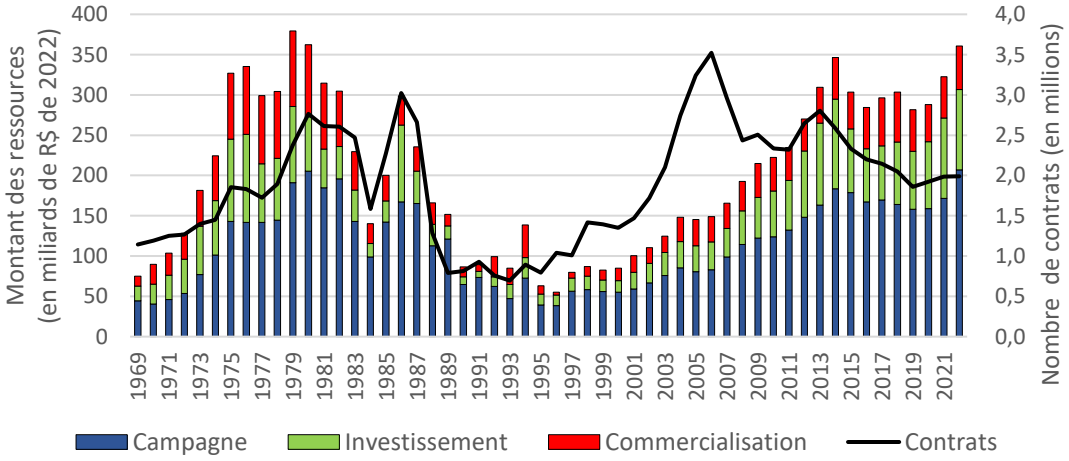
Dans la période post-1945, les activités du CREAI ont été de plus en plus limitées par les politiques de restriction budgétaire adoptées dans le but de contenir l'inflation. Ce scénario ne s'est inversé qu'à partir des années 1960, notamment avec le coup d'État militaire de 1964 et la création du Système national de crédit rural (SNCR) en 1965, dont le CREAI a été l'un des instruments jusqu'en 1969, date à laquelle il a été supprimé et remplacé. À titre d'exemple, alors qu'en 1961, le pays produisait 1 689 tracteurs, en 1965 ce nombre est passé à 11 537 unités. Selon Redivo et Fonseca (2022), entre 1963 et 1965, le portefeuille a financé la vente de 23 922 des 29 684 tracteurs commercialisés dans le pays (soit 75 %). Ces chiffres illustrent le début d'une période de modernisation obligatoire soutenue par la mécanisation, qui a atteint son apogée au milieu des années 1970, lorsque la production nationale de tracteurs a atteint 57 000 unités par an (Amato Neto, 1985).

Divers instruments et institutions de politique publique ont été créés conjointement au SNCR, notamment la reformulation de la politique de garantie des prix minimums (PGPM) puis la réglementation de l'assurance agricole en 1966, la création de l'Entreprise brésilienne de recherche agronomique (EMBRAPA) en 1972 et celle de l'Entreprise brésilienne d'assistance technique et de vulgarisation rurale (EMBRATER) en 1975. Ces instruments ont institué les conditions pour que le crédit rural devienne le "fleuron" d'une stratégie articulée visant à modifier la matrice technologique de l'agriculture, à accroître la productivité du secteur et à consolider les complexes agro-industriels (Búrigo et al., 2021 ; Delgado, 2010 ; Delgado, 1985 ; Castro, 1984 ; Guedes Pinto, 1978).

La figure 1 montre l'évolution des ressources du SNCR mises en œuvre par type d'objectif (campagne, investissement et commercialisation) et le nombre de contrats entre 1969 et 2022. Jusqu'en 1979, on observe une première phase de croissance rapide des contrats et des ressources mises à disposition, qui atteignent 379 milliards de Reais (chiffres actualisés pour 2022). Durant cette période, les agriculteurs ont bénéficié de

nombreux crédits subventionnés. Grâce à un mécanisme appelé "*conta movimento*" (compte de mouvement), toutes les demandes de crédit rural du Banco do Brasil étaient automatiquement satisfaites et soutenues par la Banque Centrale du Brésil, et les intérêts payés par les agriculteurs impliquaient des taux réels négatifs si l'on considère les indices constants non corrigés de l'inflation (Bacha, Danelon et Bel Filho, 2006 ; Leite, 2001). En termes d'objectifs, le crédit de campagne (financement pour couvrir les dépenses d'un cycle de production) a toujours été prédominant (Búrigo et al., 2021). Cependant, c'est dans les années 1970 que le crédit d'investissement (financement de biens ou de services dont le bénéfice s'étend sur plusieurs cycles de production) et le crédit de commercialisation (stockage, garantie de prix, primes de risque, etc.) ont pris de l'importance. Répétée dans les années 2000 (mais avec une part plus importante pour la commercialisation), cette situation révèle une différence du modèle brésilien de modernisation agricole avec celui d'autres pays comme les Etats-Unis. La concentration des ressources sur le crédit de campagne est considérée comme l'une des causes historiques du retard relatif du pays dans la construction d'infrastructures logistiques (entrepôts, routes, ports) et agroalimentaires (industrie de transformation), ce qui contribue à expliquer les fortes inégalités régionales et la dépendance à l'égard de l'exportation de matières premières.

Figure 1. Ressources du SNCR par objet (campagne, investissement, commercialisation) et nombre de contrats entre 1969 et 2022 - valeurs constantes en Reais de 2022 –



Source : Banque Centrale du Brésil (2023).

Le développement du crédit rural au cours de cette période tient à plusieurs facteurs favorables : l'extraordinaire dynamisme de l'économie mondiale et l'offre de ressources dans le système financier international ; les dispositifs de mini-dévaluation des taux de change qui ont contribué aux exportations et à la création de devises étrangères ; la capacité inutilisée de l'économie, qui a rendu l'offre globale plus élastique par rapport au système des prix ; l'orientation politique en faveur de l'expansion de la production agricole, l'occupation des régions du centre-ouest et de l'Amazonie avec le soutien de l'État (Coelho, 2001). Associés au dynamisme d'autres secteurs, ces facteurs ont contribué à ce que l'on a appelé le "miracle économique brésilien" de la période 1966-1973, lorsque

les taux de croissance du PIB ont atteint des niveaux élevés (une moyenne de 11 % par an) avec une inflation en baisse (Coelho, 2001). Toutefois, le miracle n'a pas tardé à s'effondrer et le pays est entré dans l'une des pires crises économiques de son histoire dans les années 1980.

2. Crise de l'intervention de l'État, ajustement structurel et effets sur le crédit (1980-1994)

Le miracle économique s'était adossé aux conditions favorables à l'obtention de prêts bon marché auprès du système financier international et, parallèlement, aux prix relativement bas des intrants financés. Ces conditions se sont rapidement détériorées à la suite des "chocs pétroliers" (1973 et 1979) - qui ont eu un impact important sur les coûts de l'agriculture industrielle - et de la crise de la dette extérieure latino-américaine, qui a conduit les créanciers internationaux, en particulier les banques américaines, à augmenter drastiquement les taux d'intérêt. Comme le mentionne Leite (2001, p. 141), "l'environnement macroéconomique des années 1980 a inversé les conditions qui avaient permis de maintenir le système précédent".

Sous la pression politique de groupes exigeant le retour du pays à la démocratie, le gouvernement militaire a tenté de maintenir la concession de crédits, entrainant une escalade rapide de la dette extérieure du Brésil et la détérioration de ses propres conditions de maintien au pouvoir. Par le biais du plan Cruzado, le premier gouvernement de la Nouvelle République (José Sarney, 1985-1990) a également tenté d'adopter des mesures anticycliques et de développer le crédit (Bacha, Danelon et Bel Filho, 2006). Cependant, la crise s'est aggravée et les différents plans d'ajustement économique qui ont suivi ont entrainé la réduction du volume de crédit rural attribué, l'introduction d'une correction monétaire des prêts et l'augmentation des taux d'intérêt. La fermeture du « compte de mouvement » en 1986 et la réduction de la participation du Trésor National au financement du crédit ont conduit les agriculteurs à dépendre beaucoup plus de leurs ressources propres (Bacha, Danelon et Bel Filho, 2006; Leite, 2001).

À la fin des années 1980, le changement du référentiel qui sous-tendait le processus de libéralisation économique a imposé de nouvelles stratégies et de nouveaux instruments à l'action gouvernementale : réduction de l'intervention de l'État, déréglementation des activités économiques, "démantèlement" des instruments politiques des décennies précédentes et privatisation des entreprises publiques (Santos, 2011; Sallum Jr, 2003). En matière de crédit rural, la consolidation de ce référentiel a entrainé une réduction des ressources mobilisables, des taux d'intérêt réels élevés, une diminution des sources de financement à taux favorables (ressources du Trésor National et ressources dites « obligatoires »[2]), l'adoption de limites au crédit de campagne et l'endettement des agriculteurs (Leite et Wesz Jr., 2014 ; Bacha, Danelon et Bel Filho, 2006 ; Coelho, 2001).

[2] Les ressources obligatoires proviennent de dépôts à vue préétablis que les banques commerciales publiques et privées doivent réserver pour les lignes de crédit rural.

A cette époque, les gouvernements néolibéraux de Fernando Collor de Mello (1990-92), Itamar Franco (1992-95) et Fernando Henrique Cardoso (1996-2022) se sont engagés dans la réglementation des titres privés négociés en bourse. Ces titres ont permis aux entreprises agricoles et aux coopératives de financer leurs activités par des contrats de vente anticipée. Selon Buainaim et Souza Filho (2001, p. 373), "la proposition consiste précisément à réduire le rôle de l'État et à donner au marché, dans toute la mesure du possible, un rôle plus pertinent dans l'orientation des mouvements de l'économie. Les interventions, lorsqu'elles sont nécessaires, ne doivent pas se faire contre ou à la place du marché ; au contraire, elles doivent chercher à réduire les soi-disant défaillances du marché et à développer et étendre la portée des mécanismes du marché". Le problème, comme nous le verrons plus loin, est que les options du "marché" ont été limitées à un petit groupe d'agriculteurs et aux produits d'exportation, ce qui a entraîné une augmentation des inégalités, de la pauvreté et des conflits sociaux dans les zones rurales.

3.Stabilité économique, reprise du crédit et réponses aux nouveaux problèmes et acteurs (1995-2014)

La stabilisation macroéconomique avec la mise en place du Plan Real en 1994 a permis la reprise progressive du crédit rural, mais plus dans les mêmes conditions. Outre l'évolution du nombre de contrats et du volume des ressources, on note deux changements qualitatifs importants qui reflètent le paradigme politique qui a prévalu dans les années 1990 : d'une part, l'introduction de mécanismes de financement privés pour aider les acteurs des chaînes de valeur mondiales ; de l'autre, la création de programmes permettant à l'État de corriger le principal "défaut" (*sic*) de ces mécanismes, à savoir l'exclusion de l'énorme contingent d'agriculteurs qui, à partir du milieu des années 1990, ont commencé à se reconnaître comme sujets de droits à travers la catégorie de l'agriculture familiale.

Historiquement, les politiques de crédit rural ont principalement bénéficié aux grands et moyens producteurs de *commodities* destinées à l'exportation ou intéressant la grande agro-industrie (Bacha, Danelon et Bel Filho, 2001 ; Graziano da Silva, 1999 ; Gonçalves Neto, 1997). L'agriculture familiale a été marginalisée par ces politiques et est devenu le secteur le plus touché par les conséquences négatives de la modernisation de l'agriculture : appauvrissement, perte de terres et de territoires, exode rural (Grisa et Schneider, 2015 ; Schneider, Cazella et Mattei, 2004). Ainsi, au cœur des luttes politiques pour la re-démocratisation du pays liées à l'émergence de nouvelles organisations syndicales et de mouvements sociaux, les organisations de petits producteurs ont commencé, à la fin des années 1980 (et durant la préparation de la nouvelle constitution approuvée en 1988), à revendiquer une politique de crédit spécifique à l'agriculture familiale (Picolotto, 2014), comme le rapporte Bittencourt :

> Entre 1992 et 1996, bien que les revendications portent sur l'assistance technique, les infrastructures, l'environnement et la technologie, ces questions ont fini par être reléguées au second plan lors des négociations. Le point central était la demande de crédit rural différencié et les arguments utilisés par les dirigeants syndicaux à l'époque étaient les suivants : "nous ne pouvons pas discuter d'assistance technique si nous n'avons pas de crédit pour produire" ;

> "nous ne pouvons pas discuter d'alternatives de diversification si nous n'avons pas de crédit" (...) Le crédit était l'objectif principal de la plupart des mobilisations des agriculteurs familiaux" (Bittencourt, 2003, p.101).

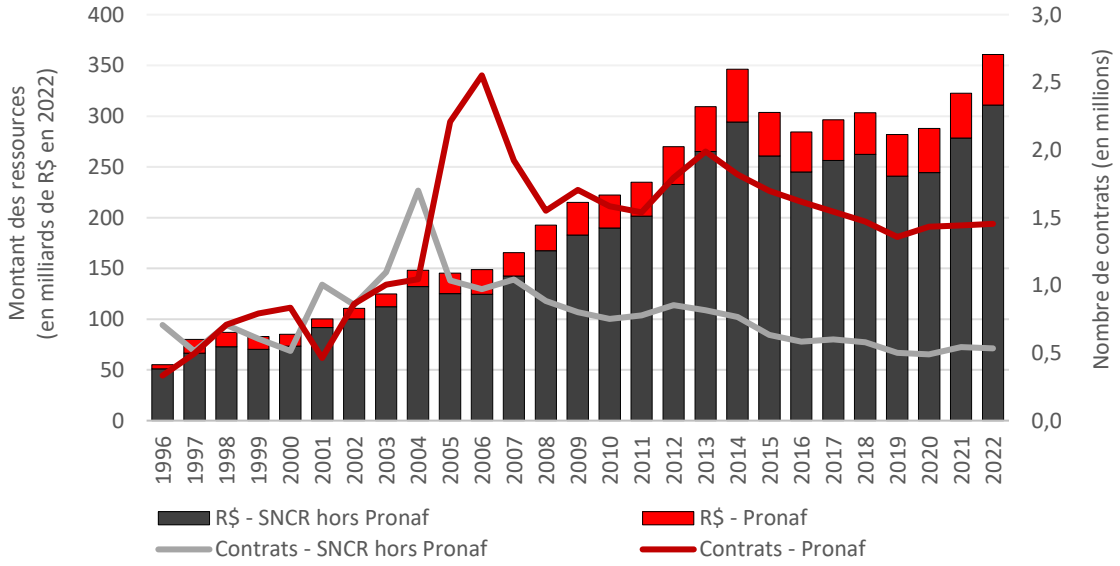
Dans un contexte d'insatisfaction croissante de la société brésilienne face aux prix des denrées alimentaires, au chômage et à l'augmentation de la violence dans les zones rurales, les grandes manifestations publiques (*Gritos da terra,* Cris de la terre) organisées en 1994 et 1995 par les mouvements syndicaux de l'agriculture familiale (et qui se sont poursuivies chaque année depuis lors) ont finalement contraint le gouvernement à créer le Programme national de renforcement de l'agriculture familiale (Pronaf) en 1996. Selon Schneider, Cazella et Mattei (2004, p. 23), "le programme est né dans le but de fournir du crédit agricole et un soutien institutionnel aux petits producteurs ruraux qui avaient été exclus jusqu'alors des politiques publiques et qui éprouvaient de sérieuses difficultés à maintenir leur activité ».

Afin d'éviter la concentration historique des ressources de crédit sur les agriculteurs les plus capitalisés, le Pronaf a rapidement intégré le souci de bénéficier à la diversité des groupes au sein de l'agriculture familiale. Des lignes spécifiques de crédit et d'accès différenciés ont été créées pour les agriculteurs familiaux selon leurs différentes tranches de revenus. D'autres lignes concernaient les bénéficiaires de la réforme agraire, les femmes et les jeunes ruraux, les pêcheurs artisanaux, les peuples et communautés traditionnels, ce qui a fait du Pronaf, la politique publique la plus adaptée aux spécificités de ces groupes sociaux (Grisa, 2012 ; Delgado, Leite et Wesz Junior, 2010). En outre, à l'instar de ce qui existait déjà pour le crédit hors Pronaf et compte tenu de la nécessité d'apporter un soutien différencié aux nouvelles pratiques et activités de production, des lignes de crédit thématiques ont vu le jour en 1998, telles que Pronaf Agro-industrie, Pronaf Forêt (initialement pour soutenir les plantations forestières commerciales et plus tard uniquement pour soutenir les systèmes agroforestiers), Pronaf Agroécologie, Pronaf Semi-aride (financement de projets adaptés aux caractéristiques spécifiques de cet écosystème) et Pronaf « Plus d'Aliments » pour le financement de machines et d'équipements destinés à moderniser les exploitations agricoles familiales (Grisa, 2012).

Bien qu'au départ les conditions de ce crédit n'aient pas été très favorables à l'agriculture familiale (taux d'intérêt effectif de 16% par an en 1996), on observe au fil des années (Figure 02) une augmentation des ressources totales investies dans le Pronaf (de 4,1 milliards de reais en 1996 à 49,7 milliards de reais en 2022 en valeurs constantes), ainsi qu'une augmentation du nombre de contrats (jusqu'en 2006, où l'on a atteint 2,5 millions de contrats). Plusieurs facteurs ont contribué à l'expansion du Pronaf: i) l'assouplissement des règles financières et des conditions d'accès (réduction des taux d'intérêt, extension de la période de remboursement, augmentation de la limite de financement, etc.) ; ii) des changements institutionnels visant à prendre en compte la diversité socio-économique et sociale de l'agriculture familiale ; iii) la diversification des activités économiques soutenues (petite agro-industrie, tourisme rural, pêche et aquaculture, agroécologie, etc.) ; iv) le renforcement social et économique de l'agriculture familiale qui s'est organisée et mobilisée pour exiger un meilleur accès aux politiques publiques et au système bancaire (Grisa, Wesz Junior et Buchweitz, 2014).

Comme le montre la figure 2, l'augmentation des ressources du Pronaf s'est accompagnée, à la fin des années 1990 et tout au long des années 2000, d'une relance du crédit rural sans Pronaf. Après les résultats négatifs de la balance commerciale au cours de la période 1995-1998, le gouvernement a modifié le régime de change dans une "tentative de rééditer le modèle d'ajustement externe par le secteur primaire", basée sur « l'expansion des exportations de produits agricoles et agro-alimentaires afin d'engendrer une balance commerciale positive » (Delgado, 2012, p. 88). Profitant de la croissance de la demande internationale de produits agricoles au début des années 2000, l'appui à l'agriculture, à ses exportations et à la croissance de sa participation au marché international sont devenus des axes fondamentaux du soutien à l'économie nationale. Pour renforcer cette stratégie, "l'offre de crédit rural dans les plans de campagnes agricoles, initiée avec le programme Moderfrota (modernisation des machines agricoles) a repris avec vigueur au cours de la période 2003/2010". Parallèlement, "le crédit bancaire public a été reconstitué, sous l'égide du Système national de crédit rural, devenant l'instrument principal de la politique agricole, associé à des mécanismes de soutien et de garantie de la commercialisation" (Delgado, 2012, p. 94 et 109).

Figure 2 - Ressources appliquées et nombre de contrats de crédit rural (SNCR hors Pronaf et Pronaf) entre 1996 et 2022 - valeurs constantes en reais de 2022



Source : Banque Centrale du Brésil (2023).

Malgré la croissance du Pronaf, il est important de noter, comme le montre la figure 2, que ce programme est resté marginal en termes de ressources financières reçues du SNCR. En général, le Pronaf n'a représenté que 13 % des ressources totales mises à la disposition de l'ensemble du crédit rural, ce qui illustre la continuité de l'inégalité socio-économique, politique et institutionnelle présente dans les zones rurales du Brésil. Depuis 2005, le nombre des contrats Pronaf est supérieur à celui des contrats pour l'agriculture d'entreprise. Au cours de la période analysée, le Pronaf a représenté en moyenne 62 % du total des contrats. Cependant, alors que le montant moyen des contrats Pronaf est de

20 000 reais, celui des contrats pour l'agrobusiness est de 260 000 reais, ce qui illustre à nouveau l'inégalité dans l'agriculture brésilienne.

Suivant l'exemple du Pronaf, le gouvernement fédéral a créé en 1995 un sous-programme - le Programme de Création d'Emploi et Revenu en Milieu Rural (Proger Rural) - dédié aux agriculteurs familiaux ne pouvant plus avoir accès au Pronaf à cause du niveau de leur chiffre d'affaire annuel. Dans un premier temps, cet instrument n'a pas eu de répercussions, mais au milieu des années 2000, le gouvernement fédéral a décidé d'étendre son appui à la "classe moyenne rurale", un segment en expansion en train de constituer une force politique notoire (Niederle et al., 2029). En 2010, le Proger a été transformé en Programme national d'appui au producteur rural de catégorie moyenne (Pronamp). Un document gouvernemental de l'époque indique que "ce producteur de taille moyenne est un entrepreneur mobilisant les technologies modernes, mais qui ne trouvait pas d'espace défini entre le petit et le grand agriculteur et ne bénéficiait pas de politique spécifique. Le ministre (de l'agriculture) a donc créé cet instrument qui a tout à voir avec ce que nous sommes... nous sommes en train de devenir un pays de classe moyenne. Il doit y avoir une politique pour les classes moyennes dans ce pays, il faut s'occuper d'elles" (BRÉSIL, MAPA, 2011).

Une autre innovation des années 2000 a consisté à essayer d'encourager des pratiques agricoles plus durables de l'agrobusiness. De nouvelles lignes de crédit ont été créées à cet égard : le Programme de plantation de forêts commerciales (pour la plantation et l'entretien de forêts à usage industriel) et le Programme d'intégration culture-élevage (Polapec), transformé plus tard en Programme de production durable de l'agrobusiness (Produsa). L'objectif du Produsa était de récupérer les zones dégradées, d'améliorer l'utilisation des terres, de produire de l'énergie propre et renouvelable, d'encourager les producteurs ruraux à se conformer à la législation environnementale, de mettre en place des systèmes de production biologique et d'intégration culture-élevage-sylviculture. En 2010, les actions de ces programmes ont été intégrées au Programme d'agriculture à faible émission de carbone (Programme ABC, actuellement ABC+) pour "financer des pratiques appropriées, des technologies adaptées et des systèmes de production efficaces qui contribuent à l'atténuation des émissions de gaz à effet de serre" (Brésil, MAPA, 2010; Chechi et Grisa, 2021). Il s'agissait de répondre aux critiques des mouvements sociaux selon lesquelles le crédit agricole public continuait à encourager des processus de modernisation non durables et porteurs d'exclusion, en particulier l'expansion du soja (Leite et Wesz Jr., 2014). Mais cette création du programme ABC témoignait déjà d'une préoccupation pour l'image environnementale du Brésil à l'étranger, laquelle allait se détériorer fortement à la suite des changements politiques qui sont intervenus entre 2015 et 2022.

4. Crise économique, effondrement des institutions et effets sur le crédit (2015-2022)

À partir de 2013, divers facteurs nationaux et internationaux ont conduit à l'une des plus grandes crises politiques et économiques du pays : la chute du prix international des matières premières ; la diminution des investissements étrangers ; la réduction des interventions de l'État en fonction d'une politique macroéconomique plus orthodoxe ; la

réorganisation et le renforcement des secteurs conservateurs au niveaux politique, judiciaire, parlementaire et dans les médias ; des scandales de corruption et des mobilisations massives contre le gouvernement en 2013 ; la destitution de la présidente Dilma Roussef en 2016 ; l'intensification des conflits politiques et l'élection de Jair Bolsonaro en 2018 ; et, enfin, la pandémie de covid-19 avec des centaines de milliers de morts en raison de la politique négationniste du gouvernement. L'ensemble de ces facteurs a eu un impact sur diverses politiques publiques, dont le crédit rural.

Initialement, sous le gouvernement de Dilma Roussef (2011-2016), pour répondre aux demandes des secteurs ruraux les plus capitalisés (y compris d'une partie de l'agriculture familiale) qui allaient par la suite s'associer au tournant conservateur, l'un des premiers changements a été d'augmenter les plafonds de financement et ceux du revenu brut maximum permettant l'accès aux différents crédits agricoles. Parallèlement, dans le cadre d'un programme d'ajustement fiscal et budgétaire, le gouvernement a augmenté les taux d'intérêt du crédit (Tableau 1), en particulier entre les campagnes agricoles 2013/2014 et 2016/2017, lorsque certaines lignes du SNCR affichaient des taux d'intérêt de plus de 10 % par an. Conformément à ce qui a été annoncé dans le plan de campagne 2016/2017 :

> Les taux d'intérêt du crédit rural ont été à nouveau révisés, ajustant leurs niveaux à des amplitudes compatibles avec la variation du taux Selic [le taux d'intérêt de base de l'économie brésilienne] et les indices d'inflation observés tout au long de la campagne 2015/2016. Cette mesure était nécessaire dans le cadre de l'effort d'ajustement de l'économie pour établir l'équilibre fiscal et monétaire, sans toutefois mettre en péril la capacité de paiement des producteurs ruraux et afin de préserver le niveau de soutien qui leur est accordé (Brésil, MAPA, 2016).

Le tableau 1 montre également un changement significatif de la part de subvention qui se manifeste par la différence entre le taux d'intérêt de base du pays (taux Selic) et le taux d'intérêt sur les lignes de crédit. Cette différence, appelée péréquation, est payée par le Trésor national et couvre une grande partie des ressources du crédit rural[3]. Comme on peut le constater, la subvention est plus importante dans le cas du Pronaf que pour les autres lignes du SNCR, justement pour tenir compte des particularités de l'agriculture familiale et favoriser l'accès au financement. Malgré cela, le programme n'a pas échappé à la politique de réduction de la subvention, et en 2020/2021, le crédit Pronaf a connu des taux d'intérêt supérieurs au taux de base tombé à 1,9% au second semestre 2020. Mais cette situation a été de courte durée. La crise politique et économique, aggravée par la pandémie, a conduit la Banque centrale à relever progressivement le taux Selic jusqu'à atteindre 13,65 % fin 2022, ce qui a considérablement augmenté le coût de la péréquation pour l'État[4].

[3] Le crédit rural est divisé en ressources contrôlées et non contrôlées. Les ressources contrôlées proviennent de diverses sources publiques et privées et sont assorties de taux d'intérêt subventionnés.

[4] Il convient de noter que, parmi les récents changements politiques, le gouvernement Bolsonaro a mis en œuvre l'autonomie de la Banque centrale, de telle sorte que le mandat de son président, qui est nommé par le président de la république, devient indépendant et se superpose au mandat du nouveau président élu. Cette situation a été l'un des principaux objets de conflit dans la conduite de la politique économique, avec des répercussions directes sur les instruments de crédit.

La figure 2, dans la section précédente, montre la réduction des ressources appliquées au crédit rural entre 2014 et 2022, le montant (en valeurs constantes) passant de 346 milliards de reais en 2014 à 281 milliards de reais en 2019, lorsqu'un mouvement de reprise s'amorcera à nouveau. Le crédit rural hors Pronaf et le Pronaf ont tous deux connu une réduction du montant des fonds investis. Elle a été un peu plus forte pour le Pronaf (baisse de 24 % des fonds entre 2014 et 2016) que pour le SNCR hors Pronaf (moins 18 % entre 2014 et 2019). Cette même tendance à la baisse se retrouve dans le nombre de contrats. En 2013, les contrats Pronaf s'élevaient à 1,9 million, ils ne seront plus que 1,3 million en 2019 (baisse de 31 %). Pour le crédit hors Pronaf, les contrats sont passés de 852.000 en 2011 à 489.000 en 2020 (baisse de 42%). En revanche, on observe une tendance à la hausse des valeurs moyennes par contrat. Dans le cas du Pronaf, elles sont passées de 22 200 reais en 2013 à 34 200 reais en 2022 (plus 54%). Dans le cas du crédit hors Pronaf, la valeur moyenne de 324 700 reais en 2013 est passée à 581 600 reais en 2022 (plus 79 %). Comme observé dans d'autres études (Wesz Junior, 2021), ces données indiquent une concentration du crédit parmi les agriculteurs les plus capitalisés.

Tableau 1 : Taux d'intérêt de base (Selic) et taux d'intérêt proposés pour différentes lignes de crédit pour les campagnes agricoles entre 2013/2014 et 2021/2022.

Plans de campagne	Taux Selic (juin)	Crédit général (financ.)	Pronamp (financ. et invest.)	Funcafé	Moderfrota (machines agricoles)	ABC	Pronaf (financ.)	Pronaf (invest.)
2013/2014	7,90%	5,50%	4,50%	5,50%	5,5% et 4,5%	4,5% et 5%	1% et 3,5%	1% et 3,5%
2014/2015	10,90%	6,50%	5,50%	6,50%	4,5% et 6%	4,5% et 5%	1% et 3,5%	1% et 2%
2015/2016	13,65%	8,75%	7,75% et 7,5%	-	7,5% et 9%	8% et 7,5%	2,5% à 5,5%	2,5% à 5,5%
2016/2017	14,15%	9,50%	8,50%	9,5% et 11,5%	8,5% à 10,5%	8,5% et 8%	2,5% à 5,5%	2,5% à 5,5%
2017/2018	10,15%	8,50%	7,50%	8,50%	7,5% et 10,5%	7,50%	2,5% à 5,5%	2,5% à 5,5%
2018/2019	6,40%	7,00%	6%	7% et 9,5%	7,5% et 9,5%	6% et 5,25%	2,5% à 4,6%	2,5% à 4,6%
2019/2020	6,40%	8%	6% et 7%	7%	8,55 et 9,5%	5,25% à 7%	0,5% et 4,6%	3,0% et 4,6%
2020/2021	2,90%	6%	5% et 6%	-	7,50%	4,5% et 6%	2,75% et 4%	2,75% et 4%
2021/2022	3,40%	7,50%	5,5% et 6,5%	-	8,50%	5,5% et 7%	3% et 4,5%	3,0 et 4,5%

Source : Préparé par les auteurs sur la base des plans de campagne de l'agrobusiness et de l'agriculture familiale.

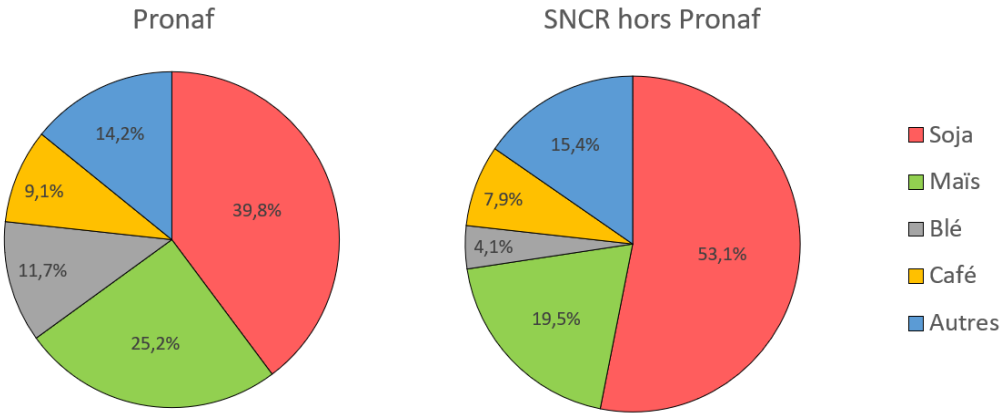
5. La sélectivité persistante du crédit rural au Brésil

Au plus fort de la politique de crédit rural, dans les années 1970 et 1980, plusieurs études ont critiqué son caractère triplement sélectif, favorisant certains types d'agriculteurs certaines productions et régions (Delgado, 2010 ; Graziano da Silva, 1996, 1999; Kageyama *et al.*, 1990 ; Kageyama et Graziano da Silva, 1983). Les principales productions favorisées sont celles associées aux intérêts de l'agro-industrie et destinées à l'exportation : soja, blé, maïs, canne à sucre, café et oranges. Les moyens et grands

producteurs qui ont adhéré au projet de modernisation ont été les grands bénéficiaires du crédit. Via leurs entreprises et coopératives, ils se sont intégrés aux marchés d'amont (intrants) et d'aval (vente de produits). Jusqu'aux années 1990, ces cultures et ces producteurs se trouvaient principalement dans le sud et le sud-est du pays, les deux régions qui ont bénéficié le plus des ressources de crédit.

La figure 3 montre les principales productions financées par le crédit de campagne. Malgré la diversité des publics et des programmes, en 2022, environ 85 % des ressources du SNCR hors Pronaf et du Pronaf étaient destinées au soja, au maïs, au café et au blé. La place de ces cultures est récurrente depuis le début des années 2000, mais la part du soja est particulièrement remarquable, car elle a augmenté de manière significative (Wesz Junior, 2021 ; Conterato et al., 2021 ; Grisa, Wesz Junior et Buchweitz, 2014 ; Delgado, Leite et Wesz Junior, 2011). Entre 1999 et 2010, le soja a représenté environ 30 % des fonds du crédit hors Pronaf (Delgado, Leite et Wesz Junior, 2011). Il occupait en moyenne 20 % des ressources du Pronaf, parfois derrière le maïs (Grisa, Wesz Junior et Buchweitz, 2014). Mais en 2022, le soja représentait 53 % des ressources du crédit hors Pronaf et 40 % des ressources spécifiques du Pronaf.

Figure 3 - Ressources de crédit rural (SNCR hors Pronaf et Pronaf) utilisées pour le financement des cultures en 2022



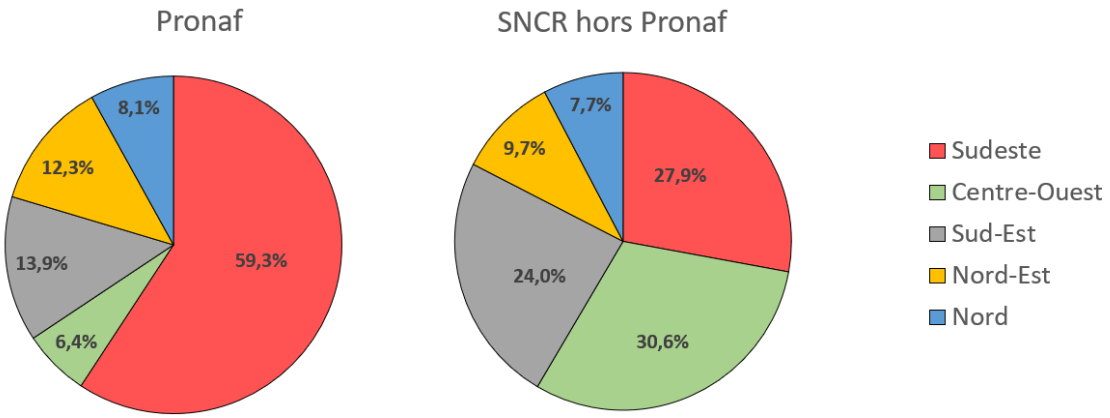
Source : Banque Centrale du Brésil (2023).

La figure 3 montre que, même dans le cas de l'agriculture familiale, le crédit rural s'est principalement concentré sur le financement de la production de matières premières, dont les caractéristiques sont en contradiction avec la construction de systèmes alimentaires durables, sains et inclusifs (Aquino, Gazolla et Schneider, 2018). Selon Wesz Junior (2021, p. 99), dans le cas du Pronaf, "d'autres cultures, comme le riz, les haricots et le manioc, qui sont très importantes pour l'approvisionnement alimentaire domestique, avaient autrefois reçu une part plus notable des crédits de campagne (20 % des ressources en 2003), mais depuis 2015, elles n'ont pas reçu plus de 5 %. "Si l'on considère le financement des quatre principales cultures (soja, maïs, blé et café), la concentration du financement du Pronaf atteint 85 % » (Wesz Junior, 2021).

La figure 4 montre la répartition du crédit rural entre les régions du Brésil en 2022. Comme indiqué dans d'autres études, dans le cas du Pronaf, on observe depuis le début

des années 2000 une concentration des ressources dans la région sud (états fédérés du Rio Grande do Sul, Santa Catarina et Paraná), suivie de la région sud-est (São Paulo, Minas Gerais, Rio de Janeiro et Espírito Santo), reproduisant le schéma déjà observé dans les années 1970 et 1980 (Wesz Junior, 2021 ; Grisa, Wesz Junior et Buchweitz, 2014). Cette situation s'explique par le fait que l'agriculture familiale du sud est fortement intégrée aux filières et marchés de produits agricoles, qu'elle est liée à des coopératives et qu'elle est familiarisée avec le système bancaire (Búrigo et al, 2021). Cependant, en 2017, la région ne comptait que 17 % des 3 897 408 millions d'exploitations d'agriculture familiale recensées par le dernier recensement agricole en 2017, tandis que la région du nord-est du Brésil, avec 47,2 % des exploitations, ne recevait que 12,3 % des financements du Pronaf.

Figure 4 - Ressources investies dans le crédit rural (SNCR hors Pronaf et Pronaf) par région en 2022



Source : Banque centrale du Brésil (2023).

En ce qui concerne le crédit rural hors Pronaf, nous constatons une évolution vers une plus grande concentration dans la région du centre-ouest (Mato Grosso, Mato Grosso do Sul, Goiânia et District fédéral) avec 30,6% des ressources en 2022, suivie par les régions du sud et du sud-est (Figure 4). Les données de Delgado, Leite et Wesz Jr. (2011) pour la période 1999-2010 soulignent la prédominance des régions du sud et du sud-est et montrent que la participation de la région du centre-ouest est en augmentation. D'autres études indiquent que la région du centre-ouest bénéficie aujourd'hui des montants moyens de crédit rural les plus élevés du pays (Leite et Wesz Jr., 2014). "Cette croissance est alimentée par la dynamique productive propre à la région, qui a subi de profonds changements au cours des quatre dernières décennies, marqués principalement par l'incorporation de nouvelles zones d'activité agricole (savanes des *Cerrados*), la modernisation des processus de production, l'augmentation de la productivité, une plus grande insertion dans le marché international" (Leite et Wesz Jr., 2014). Ainsi, malgré ces changements, les inégalités régionales demeurent encore et la logique productiviste et modernisatrice présente au début du crédit rural persiste également.

En ce qui concerne le profil des agriculteurs, l'accès au crédit rural est plus important parmi les exploitations les plus capitalisées et de plus grande taille. Les exploitations de plus de 1 000 hectares ont toujours concentré les prêts les plus élevés. En

revanche, les exploitations de moins de 100 ha, en particulier celles dont la superficie est inférieure à 10 ha, ont connu les niveaux d'accès les plus faibles entre 1975 et 2017 (Tableau 2). Cependant, les données de 2006 et 2017 indiquent une augmentation de cet accès, le Pronaf jouant un rôle essentiel, car son public principal est concentré sur l'agriculture familiale[5]. Notons que dans le dernier recensement, plus la superficie de l'exploitation est importante, plus l'incidence du financement est élevée. Alors qu'un producteur sur dix accède au crédit dans les unités de moins de 10 ha, ce chiffre passe à un sur trois dans les grandes exploitations de plus de 1 000 ha.

Tableau 2 - Incidence du financement dans les exploitations agricoles par classes de superficie au Brésil, selon les recensements agricoles

Surface totale classes	1960	1970	1975	1980	1985	1996	2006	2017
< 10 ha	6,3%	5,0%	9,4%	9,7%	5,8%	1,9%	14,3%	9,7%
> 10 < 100 ha	8,8%	17,2%	23,2%	31,9%	20,2%	8,7%	23,2%	19,7%
> 100 < 1 000 ha	14,0%	23,2%	31,1%	35,7%	21,3%	8,8%	16,7%	21,9%
> 1 000 < 10 000 ha	17,1%	25,3%	36,5%	34,7%	24,6%	10,1%	17,8%	28,7%
> 10 000 ha	21,4%	23,1%	33,9%	26,3%	18,6%	9,0%	15,3%	32,6%
Total	8,3%	11,5%	16,8%	21,1%	12,7%	5,3%	18,1%	15,5%

Source : Préparé par les auteurs sur la base du recensement agricole et de Leite et Wesz Junior (2014).

Bien que le crédit rural ait été l'instrument le plus important de la politique agricole brésilienne tout au long de son histoire, la proportion d'agriculteurs accédant aux ressources a été relativement faible. Comme le montre le tableau 2, le pourcentage d'accès le plus élevé a été enregistré en 1980, lorsqu'il a atteint 20 % des exploitations. D'autre part, le recensement de 1996, réalisé au plus fort des réformes néolibérales, a révélé que seulement 5,3 % des agriculteurs avaient accès au crédit, ce qui contribue à expliquer le fort mécontentement social qui a conduit aux mobilisations du « *Grito da Terra* » au début des années 1990 (voir ci-dessus section 4). Selon les données du dernier recensement agricole, environ 15 % des exploitations agricoles ont accédé au crédit en 2017, sans différence significative entre l'agriculture familiale et les entreprises non familiales. Pour les deux groupes, près de la moitié des fonds proviennent de programmes publics, l'autre moitié venant d'autres sources (coopératives, commerces, crédit privé).

Pour le Pronaf, seuls 6,9 % des exploitations d'agriculture familiale ont accédé au programme selon les données du recensement agricole de 2017. Pour certains mouvements sociaux ruraux, notamment ceux qui défendent l'agroécologie comme référence pour la transformation des systèmes alimentaires et des politiques publiques, ce pourcentage corrobore les informations précédentes sur la concentration des ressources dans le sens où il met en évidence l'incapacité du Pronaf à devenir un instrument de

[5] Cependant, au sein même du Pronaf, il existe une grande inégalité d'accès en fonction du profil des producteurs. Bien que le Pronaf B, une ligne de microcrédit productif destinée aux agriculteurs familiaux à faible revenu, constitue le groupe le plus important (70 % des agriculteurs familiaux, selon le recensement agricole de 2017), ils n'ont reçu que 6 % des ressources du Pronaf en 2018 (Wesz Junior, 2021).

transition vers des modèles d'agriculture plus durables (Von der Weid, 2023). De fait, même le souci initial du programme de servir la diversité des segments de l'agriculture familiale n'a pas été maintenu. Les données du recensement agricole de 2017 montrent une concentration croissante du crédit Pronaf en faveur d'agriculteurs familiaux plus capitalisés, articulés aux grandes filières et qui se sont généralement alignés sur des mouvements politiques conservateurs.

Cette situation crée un dilemme difficile à résoudre non seulement pour les mouvements de l'agriculture familiale, mais aussi pour le nouveau gouvernement. Bien que conscients des limites du Pronaf, les dirigeants des organisations historiques de l'agriculture familiale ont résisté à l'idée d'exiger des changements significatifs dans le crédit rural en raison du coût politique que cela représenterait pour une partie de leur base sociale, notamment une "classe moyenne rurale" qui, bien que numériquement moins importante, garde une pertinence économique et politique. Le problème est qu'au fil du temps, ce segment d'agriculteurs familiaux capitalisés s'est de plus en plus aligné sur le discours des organisations représentant l'agrobusiness. Cela contribue encore à ressusciter l'ancien récit sur l'existence d'une agriculture brésilienne unique de grands, moyens et petits producteurs, qui pourrait être soutenue par des mécanismes de crédit similaires, mais avec des taux d'intérêt différenciées. Hors, dans la pratique, malgré l'existence du Pronaf, c'est ce qui semble déjà se produire, étant donné le type de production majoritairement financé par ce programme (Figure 3, ci-dessus).

Cette situation est également corroborée par le fait que lorsque le président Michel Temer a décidé en 2016 d'abolir le Ministère du Développement Agraire, l'une des premières mesures prises immédiatement après la destitution de la présidente Dilma Roussef, et, par conséquent, de confier la gestion du Pronaf au Ministère de l'Agriculture, aucun impact significatif n'a été observé sur son fonctionnement et sa dynamique de financement. La recréation, en 2023, de l'actuel Ministère du Développement Agraire et de l'Agriculture Familiale a impliqué la réincorporation du Pronaf, mais il est encore trop tôt pour savoir si des changements qualitatifs plus substantiels seront apportés. Au cours de la première année du nouveau gouvernement, les principales annonces concernent la réduction de 5% à 4% du taux d'intérêt pour le financement de la production d'aliments de base comme le riz, les haricots, le manioc, les tomates et le lait. Cela va dans le sens de la reprise des politiques de sécurité alimentaire et nutritionnelle qui avaient été fortement démantelées par le gouvernement précédent (Sabourin et al., 2000). D'autres mesures vont dans le même sens, comme la réduction des taux d'intérêt pour le financement de l'agriculture biologique, de l'agroécologie, des produits issus de la socio-biodiversité ou de la bio-économie (3 % par an pour le crédit de campagne et 4 % pour l'investissement).

Cependant, des études antérieures ont déjà montré que, dans le passé, ces mesures ont eu peu d'impact et que la plupart des lignes créées dans le but de diversifier les utilisations du crédit rural et de promouvoir des systèmes plus durables - y compris les programmes gérés par le ministère de l'agriculture tels que l'agriculture à faible émission de carbone - ont été peu utilisées ou ont été réinterprétées, voire détournées, afin de financer plus de production des grandes filières agricoles. Cela n'est pas dû, comme l'ont montré ces études, aux conditions spécifiques des taux d'intérêt, qui ont généralement été

très favorables, mais à la perpétuation du référentiel de l'agriculture hérité du projet de modernisation conservatrice. Ce référentiel trouve actuellement de nouveaux arguments dans les discours de l'agrobusiness qui assure maintenir la balance commerciale du Brésil grâce aux exportations de soja (Chechi et Grisa, 2022 ; Aquino, Gazolla et Schneider, 2021 ; Gazolla et Schneider, 2013).

Conclusion

Ce chapitre décrit et analyse les principales étapes de la trajectoire des politiques de crédit rural au Brésil. Malgré l'absence de certains éléments de contexte qui n'ont pas pu être inclus, le texte montre que les adaptations de ces politiques en réponse aux pressions économiques et politiques externes (chocs pétroliers, crise de la dette, boom des matières premières, etc.) et internes (mouvements sociaux, ruptures institutionnelles, coups d'État) n'ont pas été suffisantes pour produire des changements significatifs du référentiel sectoriel de l'agriculture qui guide l'intervention de l'État. Même l'alternance de gouvernements composés de différentes coalitions et guidés par différents paradigmes politiques n'a pas été en mesure de produire un changement de ce référentiel. L'une des hypothèses à approfondir pour expliquer cette forte dépendance au sentier concerne la reproduction de la domination directe ou indirecte de certains secteurs des élites agraires dans les espaces stratégiques du pouvoir, tels que le Ministère de l'agriculture, le Ministère de l'économie ou la Banque Centrale.

Les concessions que ces élites ont dû faire à l'agriculture familiale afin de contrôler les tensions croissantes à la fin des années 1980 et au début des années 1990, en plein processus de retour à la démocratie, ont donné sens à un "pacte social" qui a duré jusqu'en 2013. A partir de 2013, la montée des mouvements conservateurs a non seulement renversé la première femme présidente du pays, mais a également initié un nouveau pacte, que Delgado et Leite (2022) appellent le "pacte de l'agrobusiness". Ce nouvel accord entre les élites est à l'origine de l'expansion violente de la frontière agricole ces dernières années, en particulier en Amazonie et dans les *Cerrados*. La défaite de Jair Bolsonaro aux élections de 2022 a freiné ce processus, mais un nouveau pacte reste à construire. Si, par exemple, la déforestation a chuté de 50 % en Amazonie au cours de la première année du nouveau gouvernement, elle a augmenté de 43 % dans les *Cerrados*. Les leçons de l'histoire laissent supposer que la plupart de ces nouvelles zones seront destinées à la production de soja et, tôt ou tard, bénéficieront du crédit rural public.

Références

Amato Neto João, 1985, « A indústria de máquinas agrícolas no Brasil: origens e evolução », *Revista de Administração de Empresas*, 25(3), p. 57-69.

Aquino Joacir Rufino de, Gazolla Marcio, Schneider Sergio, 2018, « Dualismo no Campo e Desigualdades Internas na Agricultura Familiar Brasileira », *Revista de Economia e Sociologia Rural*, 56(1), p. 123-142.

Aquino Joacir Rufino, Marcio Gazolla, Sergio Schneider, 2021, « Tentativas de inclusão da agricultura de base ecológica no Pronaf: do otimismo das linhas de crédito verde ao sonho frustrado do I PLANAPO », *Grifos*, 30(51), p. 163-189.

Bacha Carlos José Caetano, Danelon Leonardo, Bel Filho Egmar Del, 2005, « Evolução da Taxa de Juros real do crédito rural no Brasil – período de 1985 a 2033 », *Teoria e Evidência Econômica*, 14(26), p. 43-69.

Bittencourt Gilson A, 2003, *Abrindo a caixa-preta*: o financiamento da agricultura familiar no Brasil. Mémoire (Mestrado em Desenvolvimento Econômico, Espaço e Meio Ambiente) – Programa de Pós-Graduação em Desenvolvimento Econômico, Espaço e Meio Ambiente (IE/UNICAMP). Campinas (SP).

Borges Murilo J., Parré José L., 2022, « O impacto do crédito rural no produto agropecuário brasileiro », *Revista de Economia e Sociologia Rural*, 60(2), e230521.

Brésil, Banco Central, 2023, *Matriz de Dados do Crédito Rural*: https://www.bcb.gov.br/estabilidadefinanceira/micrrural

Brésil, Ministério da Agricultura, Pecuária e Abastecimento, 2010, *Plano Agrícola e Pecuário 2010-2011*, Brasília, MAPA.

Brésil, Ministério da Agricultura, Pecuária e Abastecimento, 2011, *Plano Agrícola e Pecuário 2011-2012*, Brasília, MAPA.

Brésil, Ministério da Agricultura, Pecuária e Abastecimento, 2016, *Plano Agrícola e Pecuário 2016-2017*, Brasília, MAPA.

Brum Argemiro J., 2011, *O desenvolvimento econômico brasileiro*, Ijuí, Editora da Unijuí.

Buainaim Antonio M., Souza Filho Hildo Meirelles, 2001, « Política agrícola no Brasil: evolução e principais instrumentos », *in* Batalha Mário (Ed.), *Gestão agroindustrial*, São Paulo, Atlas S.A.

Búrigo Fábio Luiz, Wesz Junior Valdemar, Capelesso Adinor José, Cazella Ademir Antônio, 2021, « O Sistema Nacional de Crédito Rural no Brasil: principais continuidades e descontinuidades 2003-2014 », *Estudos Sociedade e Agricultura*, 29(3), p. 635-668.

Castro Ana C., 1984, « Ciência e tecnologia para a agricultura: uma análise dos planos de desenvolvimento », *Cadernos de difusão de tecnologia*, 1(3), p. 299-482.

Chechi Leticia Andrea, Catia Grisa, 2022, « Global climate agreements and policy translation in the Brazilian agriculture: more of the same », *in Handbook of Climate Change Across the Food Supply Chain*, Cham, Springer International Publishing, p. 3-20.

Coelho Carlos N., 2001, « 70 anos de política agrícola no Brasil (1931-2001) », *Revista de política agrícola*, 10 (3), p. 03-58.

Conterato Marcelo Antonio, Cauê Assis Bráz, Stefany Reis Rodrigues, 2021, « A commoditização do PRONAF e os desafios da agricultura familiar no Rio Grande do Sul », *Revista Grifos*, 30(51), p. 190-211.

Delgado Guilherme, 1985, *Capital financeiro e agricultura no Brasil*, São Paulo (SP), Editora da UNICAMP/Icone Editora.

Delgado Guilherme C., 2012, *Do capital financeiro na agricultura à economia do agronegócio: mudanças cíclicas em meio século (1965-2012)*, Porto Alegre, Editora da UFRGS.

Delgado Guilherme C., Leite Sergio Pereira, 2022, « O agro é tudo? Pacto do agronegócio e reprimarização da economia », *Revista Rosa*, 6 (2) : https://revistarosa.com/6/agro-e-tudo

Delgado Nelson G., 2010, « O papel do rural no desenvolvimento nacional: da modernização conservadora dos anos 1970 ao Governo Lula », *in* Delgado Nelson G. (org.), *Brasil rural em debate*: coletânea de artigos, Brasília (DF), CONDRAF/NEAD, p. 28-78.

Delgado Nelson G., Leite Sergio, Wesz Junior Valdemar, 2010, *Nota técnica*: produção agrícola, Rio de Janeiro (RJ) (não publicado).

Gasques José Garcia, Bacchi Miriam Rumeros P., Bastos Eliana Teles, 2017, « Impactos do crédito rural sobre variáveis do agronegócio », *Revista de Política Agrícola*, XXVI (4), p.132-140.

Gazolla Marcio, Sergio Schneider, 2013, « Qual fortalecimento da agricultura familiar? uma análise do Pronaf crédito de custeio e investimento no Rio Grande do Sul », *Revista de Economia e Sociologia Rural*, 51(1), p. 45-68.

Gonçalves Neto Wenceslau, 1997, *Estado e agricultura no Brasil:* política agrícola e modernização econômica brasileira, 1960-1980, São Paulo (SP), Hucitec.

Graziano Da Silva José, 1999, *Tecnologia e agricultura familiar*, Porto Alegre (RS), Editora da UFRGS.

Graziano Da Silva José, 1996, *A nova dinâmica da agricultura brasileira*, Campinas (SP), Unicamp/IE.

Grisa Catia, 2012, Políticas públicas para a agricultura familiar no Brasil: produção e institucionalização das ideias, Thèse de doctorat, Rio de Janeiro, Programa de Pós-graduação de Ciências Sociais em Desenvolvimento, Agricultura e Sociedade/UFRRJ.

Grisa Catia, Schneider Sergio, 2015, *Políticas públicas de desenvolvimento rural no Brasil*, Porto Alegre, Editora da UFRGS.

Grisa Catia, Wesz Junior Valdemar J., Buchweitz Vitor Duarte, 2014, « Revisitando o Pronaf: velhos questionamentos, novas interpretações », *Revista de Economia e Sociologia Rural*, 52(2), p. 323-346.

Guedes Pinto Luis Carlos, 1978, « Notas sobre a política de crédito rural », *in* Reunião da Sociedade Brasileira para o Progresso da Ciência, 3, 1978, *Anais...* São Paulo (SP), SBPC.

Guimarães Alberto Passos, 1977, « O complexo agroindustrial », *Revista Reforma Agrária*, 7(6).

Jobert Bruno, Muller Pierre, 1987, *L'état en action*, Paris, PUF.

Kageyama Angela, Graziano Da Silva José, 1983, « Os resultados da modernização agrícola dos anos 70 », *Estudos econômicos*, 13(3), p. 537-559.

Kageyama Angela. et al., 1990, « O novo padrão agrícola brasileiro: do complexo rural

aos complexos agroindustriais » *in* Delgado Guilherme (Org.) *Agricultura e políticas públicas*, Brasília, IPEA, p. 113-223.

Leite Sergio P., 2001, « Padrão de financiamento, setor público e agricultura no Brasil » *in* Leite, Sergio P. (Org.), *Políticas públicas e agricultura no Brasil*, Porto Alegre, Editora da Universidade, p. 53-93.

Leite Sergio Pereira, Wesz Junior Valdemar João, 2014, « Estado, políticas públicas e agronegócio no Brasil: revisitando o papel do crédito rural », *Revista Pós Ciências Sociais*, 11(22), p. 83-107.

Linhares Maria Yeda, 1979, *História do abastecimento: uma problemática em questão* (1530-1918), Brasília, Ministério da Agricultura.

Massuquetti Angélica, 1998, *A mudança no padrão de financiamento da agricultura brasileira no período 1965-97*. Mémoire (Master en Economie Rurale), Porto Alegre, Programa de Pós-Graduação em Economia Rural (IEPE/UFRGS).

Moore Junior Barrington, 1975, *As origens sociais da ditadura e da democracia*: senhores e camponeses na construção do mundo moderno, São Paulo, Martins Fontes.

Niederle Paulo André, Fialho Marco Antônio Verardi, Conterato Marcelo Antônio, 2014, « A pesquisa sobre agricultura familiar no Brasil-aprendizagens, esquecimentos e novidades », *Revista de Economia e Sociologia Rural*, 52(1), p. 9-24.

Niederle Paulo, Grisa Catia, Picolotto Everton Lazaretti, Soldera Denis, 2019, « Narrative disputes over family-farming public policies in Brazil: conservative attacks and restricted countermovements », *Latin American Research Review*, 54(3), p. 707-720.

Picolotto Everton Lazzaretti, 2014, « A formação de um sindicalismo de agricultores familiares no Sul do Brasil », *Sociologias*, vol. 16, p. 204-236.

Ramos Simone Yuri, Martha Junior Geraldo Bueno, 2010, *Evolução da Política de crédito Rural Brasileira*, Planaltina, Embrapa Cerrados.

Redivo Andre da Silva, Fonseca Pedro Cezar Dutra, 2022, « A atuação da Carteira de Crédito Agrícola e Industrial do Banco do Brasil (CREAI): 1937-1969 », *Brazilian Journal of Political Economy*, 42(4), p. 1080-1102.

Sabourin Eric, Grisa Catia, Niederle Paulo, Leite Sergio Pereira, Milhorance Carolina, Ferreira Angela Damasceno, Sauer Sérgio, Andriguetto-Filho José Milton, 2020, « The dismantling of the rural and environmental public policies in Brazil », *Cahiers Agricultures*, 29, article 31.

Sallum Jr. Brasilio, 2003, « Metamorfoses do Estado brasileiro no final do século XX », *Revista Brasileira de Ciência Sociais*, 18(52), p. 35-54.

Santos Fabio P., 2011, *Coalizões de interesses e a configuração política da agricultura familiar no Brasil*. Thèse (Doctorat en Administration Publique), São Paulo, Escola de Administração de Empresas de São Paulo (FGV-SP).

Schneider Sergio, Cazella Ademir, Mattei Lauro, 2004, « Histórico, caracterização e dinâmica recente do Pronaf-Programa Nacional de Fortalecimento da Agricultura Familiar », *in* Schneider, Sergio; Silva, Marcelo K.; Marques, Paulo E.M. (orgs.) *Políticas públicas e participação social no Brasil rural*, Porto Alegre, Editora UFRGS. p. 21-49.

Surel Yves, 1995, « Les politiques publiques comme paradigmes », *in* Faure A., Pollet G., Warin P., *La construction du sens dans les politiques publiques :* débats autour de la notion de référentiel, Paris, Éditions L'Harmattan, p. 125-151.

Von der Weid, Jean Marc, 2023, *Plano safra da agricultura familiar*: repetindo erros. Adital: https://www.ihu.unisinos.br/categorias/630317-plano-safra-de-agricultura-familiar-repetindo-erros

Wesz Junior Valdemar João, 2021, « O Pronaf Pós-2014: intensificando a sua seletividade? », *Grifos*, 30(51), p. 89-113.

Index rerum

Agriculture familiale : 1, 2, 6, 7, 10, 12, 13, 14, 15

Agrobusiness : 1, 2, 9, 15, 16

Ajustement structurel : 2, 5, 7, 10

Modernisation conservatrice : 1, 16

Paradigme politique : 1, 2, 13

Référentiel (de politique publique) : 1, 2, 5, 16

Trajectoire des politique (crédit rural) : 1, 2, 16

Index nominum

Bolsonaro, Jair: 10, 16

Cardoso, Fernando Henrique: 6

Collor de Melo, Fernando: 6

Franco, Itamar: 6

Delgado, Guilherme: 1, 3, 8, 11

Graziano da Silva, José: 6, 11

Jobert, Bruno: 2

Leite, Sergio P.: 3, 7, 11, 13, 16.

Lula da Silva, Luiz Ignacio: 1

Muller, Pierre : 2

Roussef, Dilma: 9, 10, 15

Sarney, José: 5

Surel, Yves : 1

Temer, Michel : 15

Vargas Getulio: 2, 3